

La Russie soviétique de 1953 à nos jours

Introduction

La disparition de Staline (5 mars 1953) marque plus la fin d'une époque que d'un système. Il est vrai qu'en quelques années l'URSS passe d'un régime totalitaire à un régime autoritaire et policier, néanmoins la dictature du Parti continue à s'exercer au nom du marxisme-léninisme. Mais durant toutes ces années (1953-1991) derrière les apparences figées du système vont se développer des espaces d'autonomie : nouvelle société, économies parallèles (lopins de terre, marché noir) et des contre-cultures. La divergence entre la direction voulue par l'Etat soviétique et celle souhaitée par la société conduira à terme à la chute de l'URSS.

Du milieu des années 50 jusqu'à la chute de l'URSS en 1991, on peut distinguer trois périodes :

1. Une décennie de sortie du stalinisme, marquée par une tentative illusoire de « retour aux normes léninistes », une première ouverture de la société et l'assouplissement dans les relations internationales : la période de Krouchtchev (1953-1964).
2. Deux décennies d'immobilisme (1964-1985) politique avec un pouvoir incapable de mobiliser la société et qui laisse filer l'économie, un retour marqué de la guerre froide : la période Brejnev (1964-1982).
3. Cinq années (1985-1990) de réformes accélérées qui déboucheront sur l'implosion du système et la dislocation de l'URSS (1991), ce qui n'était pas recherché initialement. Affaiblissement de l'URSS sur la scène internationale : la perestroïka de Gorbatchev (1985-1991).

I - Les années Khrouchtchev (1953-1964)

A - Réorganisation des pouvoirs

Après Staline

Gouvernant seul, Staline ne prépara pas sa succession et sa mort laissa dans un profond désarroi la société et l'Etat-Parti. La question posée était « qui succèdera au Guide Suprême » ? Le pouvoir d'un seul n'était plus souhaitable, du moins pas sous la forme stalinienne, et le retour à un pouvoir partagé - la collégialité - permettait de revenir à une sorte de consensus entre des dirigeants qui étaient divisés. Cette option n'interdisait pas la confrontation, mais celle-ci fut feutrée au départ avant de tourner au jeu de massacre.

Ces « apparatchiks » qui partagèrent cette collégialité appartenaient au premier cercle stalinien : [Beria](#), [Boulganine](#), [Vorochev](#), [Kaganovitch](#), [Malenkov](#), [Khrouchtchev](#) principalement. Tous étaient d'accord sur une première répartition des postes et sur une mise à l'écart les derniers contingents de cadres promus par Staline.

La première place revint à [Gueorgui Malenkov \(1902-1988\)](#) nommé à la présidence du Conseil des ministres et à la direction du Secrétariat du Comité central. Malenkov fut assisté de quatre vice-présidents : Laurenti Beria, confirmé à la tête du ministère de l'Intérieur, Viatcheslav Molotov inamovible ministre des Affaires étrangères, Nicolas Boulganine (1895-1975) et Lazar Kaganovitch (1893-1991). Quant à [Nikita Khrouchtchev](#)

(1894-1971), il occupa la deuxième place au Secrétariat du Comité central, le poste le moins prestigieux.

Cette répartition connut un premier étayage via le [Praesidium](#) (l'ancien Politburo) qui rebat les cartes : Malenkov conserva le poste de chef du gouvernement pendant que celui de premier secrétaire du Parti, revint à Khrouchtchev. Une belle promotion lui permettant de nommer - comme pour Staline autrefois - les secrétaires des comités régionaux, c'est-à-dire les « barons » du système et qui composent le socle du Comité central : ceux qui tranchent !

Le nouveau tandem Malenkov-Khrouchtchev

L'ancrage du nouveau tandem se fit rapidement au moyen de décisions spectaculaires ayant pour but de rompre avec le stalinisme afin de réformer le système dont :

- 1) L'amnistie de tous les détenus dont la peine ne dépassait pas cinq ans, ainsi que les condamnés pour abus de pouvoir, prévarication... À la suite de cette amnistie, 1 200 000 détenus – dans leur immense majorité, des droits communs – sont libérés.
- 2) Le 4 avril, la *Pravda* annonce que l'« [affaire des médecins](#) » (1953) fut un montage politique, un abus - parmi bien d'autres - proféré par les services de sécurité de l'Etat. Par ces révélations, le Parti montrait ainsi clairement sa volonté de reprendre le contrôle des services de la police et du renseignement intérieur.

Le désarroi, voire l'incrédulité de certains face à de telles décisions fut renforcé par la découverte que le principal « témoin à charge » du stalinisme était [Laurenti Beria](#) ! Désormais libéral, Beria militait pour l'abandon « de la construction forcée du socialisme » ! Péchant par excès, il devint la bête noire des autres dirigeants soviétiques et de la sécurité intérieure ce qui n'était pas bon... Béria fut donc arrêté, jugé pour de multiples crimes et exécuté rapidement. Cette façon « expéditive » de procéder - gardait un parfum stalinien, elle montre toute la difficulté de passer d'un système régi par l'arbitraire au légalisme ! Le procès de Béria sera néanmoins le dernier procès stalinien et la dernière exécution d'un haut responsable de l'Etat par le Parti.

B - Les débats économiques et sociaux : le projet khrouchtchévien

Désormais, l'affrontement feutré à la tête de l'URSS va opposer Malenkov et Khrouchtchev pour quelques années. Il se déroula sur deux terrains : l'économie et la prise en considération de la société.

Deux dirigeants pour deux visions

Sur le plan économique deux visions « classiques » s'opposaient :

- Malenkov, qui défend une stratégie de développement de l'industrie légère, permettant une baisse des prix des biens de consommation et une amélioration de la vie des gens.
- Khrouchtchev qui insiste sur le développement de l'agriculture et sur l'amélioration du sort des paysans, une population chargée de nourrir le pays. Cela passa par un relèvement important des prix d'achat par l'État des productions kolkhoziennes et par une extension rapide des cultures emblavures, pour assurer une croissance rapide de la production agricole. Selon Khrouchtchev, l'augmentation importante des parcelles cultivées nécessiterait une plus grande production de machines agricoles, de tracteurs

et donc le recours à l'industrie lourde. Une union sacrée satisfaisant les deux bras de l'économie soviétique, voilà ce que permettraient les nouveaux projets agricoles !

La possibilité de résoudre le problème de l'agriculture soviétique et de pouvoir enfin nourrir le peuple était plus vital pour le pouvoir socialiste que les propositions industrielles de Malenkov. Ainsi, Krouchtchev prit du galon et commença à distancer Malenkov.

La politique agricole sous Khrouchtchev & la conquête des terres vierges

Les mesures pilotées par Khrouchtchev pour améliorer la production des Kolkhozes et la vie des paysans comprirent : un relèvement des prix payés - après 15 ans de stagnation - par l'État aux kolkhozes, la réduction des livraisons obligatoires, la suppression des dettes des kolkhozes, l'abaissement des taxes sur les lopins individuels et sur le produit des ventes réalisées au marché libre kolkhozien. Ces mesures permirent au revenu des kolkhoziens de progresser jusqu'en 1958, du jamais vu depuis la NEP !

Mais l'épine dorsale du projet de Khrouchtchev fut le lancement en 1954 de mise en valeur des « terres vierges » du nord du Kazakhstan, de Sibérie, de l'Altaï et du sud de l'Oural. Piloté par un de ses protégés, Leonid Brejnev, l'opération permit la mise en valeur en 3 ans de 37 millions d'hectares, soit 30 % de la superficie cultivée jusqu'alors en URSS. Dans un premier temps, ce pari des « terres vierges » fut payant puisqu'en 1956, la part des « terres vierges » représenta à elle-seule 50 % de la récolte totale.

Mais Khrouchtchev ne s'arrêta pas là, en 1955, il lança une nouvelle mobilisation autour cette fois du maïs. En deux ans (1955-1957), 18 millions d'hectares furent ensemencés. Le but ? Résoudre le grave problème fourrager du pays et permettre une croissance de l'élevage en URSS.

En conclusion, on peut dire qu'entre 1953 et 1956, la politique menée par Khrouchtchev fut un succès puisqu'elle permit l'accroissement de la production agricole de plus de 25 % en URSS. Nikita Khrouchtchev tira une grande popularité de ses succès dans le domaine agricole.

Politique sociale et affirmation du pouvoir de Khrouchtchev

La volonté de Khrouchtchev de rejeter une part de l'héritage stalinien se matérialisa aussi sur le plan social. Le gouvernement fit la promotion des syndicats, de la médiation au sein des entreprises et de la dépenalisation des relations de travail. Rappelons que les « lois scélérates » de 1938-1940, punissaient pénalement les retards, les absences et les départs injustifiés dans les entreprises. Toutes cela fut donc aboli, provoquant à court terme un accroissement considérable de la mobilité de la main-d'œuvre.

Toutes ces mesures de Khrouchtchev furent appréciées par les gens dans la mesure où elles s'accompagnèrent d'améliorations touchant au niveau de vie des citoyens (les salaires 6% d'augmentation par an entre 1953-1956), à la réduction du temps hebdomadaire de travail (de 48 à 42 heures), et de la fixation de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. Khrouchtchev lança aussi une ambitieuse politique de construction de logements qui permit d'augmenter de + 80% le parc urbain en 10 ans et aux Soviétiques de commencer à avoir un appartement « pour eux ».

Pour appuyer ses décisions, Khrouchtchev profita de sa position de premier secrétaire du Parti. Il nomma aux différents niveaux de la hiérarchie une nouvelle génération de cadres qui devinrent ses clients et les promoteurs de son action. Dans ces conditions, Gueorgui Malenkov, le chef du gouvernement, eut bien du mal à trouver sa place. Affaibli

politiquement, il démissionna en 1955 au profit de [Nicolas Boulkanine](#), un proche de Khrouchtchev. Puis, Molotov - le stalinien inamovible -, fut poussé vers la porte, et termina sa carrière de diplomate comme ambassadeur en Mongolie. Désormais sur le plan de la politique intérieure, Nikita Khrouchtchev semblait intouchable !

C - Les changements en politique extérieure

De 1953-56, la politique étrangère de l'URSS se caractérisa globalement par une recherche de dialogue passant par la réconciliation avec les uns et l'instauration d'une politique dite de « détente » ou de « [coexistence pacifique](#) » avec les autres.

- Réconciliation avec la Chine. Aide technique et financière, évacuation de Port-Arthur et Dairen. Une collaboration diplomatique aussi dans le règlement des guerres de Corée et d'Indochine. Jamais les relations sino-russes ne furent aussi bonnes.
- Réconciliation avec la Yougoslavie. Le rapprochement avec le [maréchal Tito](#) (1955 voyage officiel à Belgrade) se conclut par un accord proclamant que la conduite du socialisme dans un pays est de sa seule responsabilité. Cette naissance de l'idée de « pluralisme » fut essentielle pour l'évolution du [Pacte de Varsovie](#).
- Politique de détente avec les Occidentaux. Par exemple, participation au règlement du conflit en [Corée](#) (1954). Mais l'Allemagne resta la pomme de discorde, le spectre de son réarmement était inacceptable pour les Soviétiques. En 1954, la RFA fut intégrée à l'OTAN, l'année suivante l'URSS répondit par la création du Pacte de Varsovie. L'Autriche souveraine à nouveau proclamait sa neutralité.
- Contacts avec les pays neutres du [Tiers-monde](#). Alors que la décolonisation était bien avancée, l'URSS commença à développer une politique de rapprochement avec de nouveaux états au nom du développement et de l'émancipation des peuples. Devenant des enjeux géostratégiques, ces états acquirent une visibilité ignorée auparavant. L'aide apportée par l'URSS aux mouvements de libération, les voyages de Khrouchtchev en Inde, Afghanistan, Birmanie associés à une aide économique de l'URSS témoignent aussi de ce nouvel intérêt pour la totalité du monde.

D - XXe congrès : la destalinisation et ses conséquences

Rituellement, le 14 février 1956, le [XXe Congrès du PCUS](#) se réunit pour faire un premier bilan de l'après-Staline. Khrouchtchev à la tribune fit la promotion de la « détente » et de la « coexistence pacifique ». Il insista à nouveau sur le pluralisme des voies pour construire le socialisme. Un discours qui validait clairement un changement de direction.

Toutefois, ce qui donna son caractère « historique » à ce congrès, ce fut la lecture en fin de séance (24-25 février 1956) de ce que l'on nomma plus tard le « [Rapport Khrouchtchev](#) ». L'objet de ce document était de dénoncer pour la première fois une partie des crimes de Staline, son culte de la personnalité, les dysfonctionnements, bref les abus du Guide durant 20 ans ! Moins poétique que celui de Jacques Prévert, l'inventaire du XXe Congrès dénonçait pêle-mêle :

- Les purges et les méthodes illégales d'instructions responsables de la mort de milliers de communistes.
- La responsabilité directe de Staline dans les désastres de 1941-42 face aux nazis.

- La déportation injustes des « peuples caucasiens » en 1943-1944.
- L'organisation des faux complots jusqu'au dernier celui dit des « Blouses blanches » (1953).

A la figure de Staline, le « Père des peuples » se substituait celle d'un tyran froid et cynique, un corrupteur du socialisme, responsable de la situation désastreuse du pays . Bien entendu, on s'était gardé de tout dire, ainsi la [dékoulakisation](#), la [Grande Famine](#) (1932-1933) ou encore l'oubli des trop nombreux citoyens ordinaires dans les grandes purges furent laissés de côté. Ces oublis n'en étaient pas et le rapport éludait la responsabilité du Parti dans ces calamités et donc de la nomenklatura dont Khrouchtchev ! Car on peut s'interroger : comment Staline aurait-il pu faire tout cela seul ?

Mais le « Rapport Khrouchtchev » est aussi l'outil de promotion du réformisme voulu par Khrouchtchev et à ce titre il fut largement diffusé auprès des Soviétiques. C'était la première fois dans l'histoire de la Russie soviétique qu'un document confidentiel était partagé par tous les citoyens de l'URSS. De fait, il appelait à prendre position. Les réactions furent d'ailleurs partagées entre les incrédules, les conformistes et les insatisfaits regrettant que l'on aille pas plus loin.

Le « Grand Retour »

Les années qui suivent la mort de Staline correspondirent au « Grand retour » des proscrits du [Goulag](#). La condamnation du stalinisme rendit possible ces libérations. Ce « grand retour » selon l'expression de [Vassili Grossman](#) fit passer en deux ans la population de prisonniers politiques des camps de 470 000 à 115 000 et l'ensemble des prisonniers de 2,5 millions en 1953 à désormais moins d'un million !

La grande majorité des captifs dans les camps seront désormais des droits communs toutefois vinrent s'y ajouter au gré des campagne menées contre les « déviations » : des alcooliques, des « parasites », des citoyens ordinaires aussi. Tous serviront de main-d'oeuvre d'appoint pour des usines soviétiques en manque de bras.

La politique de criminalisation de la société durant le stalinisme fut aussi condamnée. La notion d'« ennemi du peuple » fut abolie ; l'âge de la responsabilité pénale fut relevé de 14 à 16 ans ; les juridictions d'exception retrouvèrent un caractère réellement exceptionnel. Toutes ces mesures signalaient que le rapport entre l'Etat-Parti et la société n'était plus le même que sous Staline.

Dernière conséquence de la dénonciation du stalinisme, la majorité des « [Peuples punis](#) » dans les années 1940 furent à leur tour amnistiés puis autorisés à revenir chez eux (sauf les Allemands de la Volga et les Tatars de Crimée exilés en Asie centrale).

La déstalinisation et ses résistances

Mais une telle remise en question du [Guide Staline](#) ne pouvait trouver une adhésion chez les tous politiques comme chez tous les citoyens. Une résistance se mit clairement en place, basée autant sur des convictions politiques que sur la crainte de devoir un jour rendre des comptes. Cette réticence à la déstalinisation fut lisible dans la résolution très timide prise par le comité central en septembre 1956. On pouvait y lire que malgré ses « défauts personnels » et ses « abus de pouvoir », Staline fut « grand théoricien et organisateur » qui sut « bâtir le socialisme ».

Cette offensive des conservateurs trouva du grain à moudre dans les événements de Pologne et de Hongrie en 1956.

- L' « [Octobre polonais](#) ». En octobre 1956 la Pologne gouvernée par [Wladyslaw Gomulka](#) (1905-1982) - communiste emprisonné sous Staline - devint le champion d'une « voie polonaise vers le socialisme ». Khrouchtchev choisit l'apaisement et accepta la revendication de la reconnaissance d'une souveraineté nationale polonaise en échange du maintien de la Pologne dans le système des démocraties populaires. La reculade de Khrouchtchev porta sérieusement atteinte à son prestige.
- « [Insurrection hongroise](#) ». En octobre 1956 et dans le sillon tracé par les Polonais, les Hongrois se révoltent à leur tour. [Imra Nagy \(1896-1958\)](#), le premier secrétaire du PCH, proclama le rétablissement du pluralisme politique, le retrait du Pacte de Varsovie et la neutralité de la Hongrie. Le risque de contagion des idées hongroises motiva cette fois l'intervention de l'Armée rouge et des forces du Pacte. L'insurrection fut écrasée dans le sang à Budapest (20 000 morts côté hongrois) puis peu après Irma Nagy fut exécuté. Les puissances occidentales absorbées alors par la [crise de Suez](#) resteront passives. En échange, les Soviétiques feront peu de cas de la crise de Suez...

Mais pour les conservateurs, l'insurrection de Budapest fut l'illustration parfaite de la faiblesse de Khrouchtchev. En 1957, ils tentèrent de le renverser lors d'un vote au Praesidium. Le clientélisme entretenu par le premier secrétaire porta alors ses fruits puisque finalement Khrouchtchev fut confirmé au pouvoir et ses opposants désavoués. Heureusement pour eux, les temps avaient changés, ils ne perdirent donc pas la vie mais furent relégués à des postes subalternes. De son côté Khrouchtchev renforça son pouvoir et se sépara de ses alliés les plus ambitieux : le Maréchal Joukov et Nikolaï Boulkanine.

L'organisation collégiale du pouvoir fut abandonnée pour laisser place à la figure du « chef unique » : Nikita Khrouchtchev. Mais ce dernier n'avait plus le pouvoir d'un Staline car à la fin des années 50, le Comité central avait retrouvé toutes ses prérogatives et la « nomenklatura » ne vivait plus dans la peur. Elle était donc décidée à défendre bec et ongles ses intérêts s'ils étaient menacés.

E - Les difficultés des années 1958-1964

A « l'état de grâce » des premières années succéda alors une période de crise qui devait aboutir à la démission de Khrouchtchev en 1964.

L'évolution de l'intelligentsia (les intellectuels)

La dénonciation des « excès » du stalinisme ne profita guère aux intellectuels. Leur place dans la société ne varia guère sous Khrouchtchev. Comme auparavant, le régime estime que l'intelligentsia doit s'adapter au cours des choses et servir le projet soviétique. Comme en politique, au sein de l'intelligentsia, deux camps s'opposaient : les conservateurs et les libéraux. La censure s'exerçait essentiellement vis à vis des « intellectuels déviants » et les condamnations étaient prononcées pour des délits d'opinion allant de l'antisoviétisme au mépris du peuple russe, en passant par les louanges de l'Occident. A cet égard, l' « [Affaire Pasternak](#) » en 1958 - l'écrivain dut refuser le prix Nobel de littérature sous la pression du pouvoir soviétique - montra clairement la ligne à ne pas dépasser.

Mais la condamnation du poète Pasternak fut très importante pour l'intelligentsia car elle joua le rôle d'une sorte de catharsis. Pour les intellectuels qui n'avaient pas exprimé clairement leur désaveu durant la période stalinienne, sans doute par peur, l'« Affaire

Pasternak » leur offrit ce va-tout qui leur permit de se purifier, une sorte de « renaissance morale ». Cette prise de conscience engendra débats et réflexions au sein de petits groupes informels et l'apparition d'une « contre-culture », et à terme la naissance de la société civile en Russie soviétique. Concrètement, cette pensée « non-conformiste » fut diffusée dès la fin des années 50 par l'intermédiaire des « [samizdats](#) », des revues dactylographiées échappant à la censure et permettant la circulation de textes auteurs interdits parmi la population.

Les déceptions de l'intelligentsia « installée »

Alors que ces mouvements autonomes se mettent en place, Khrouchtchev dut par contre affronter une intelligentsia « installée » mécontente des décisions prises dans le domaine de l'éducation. Porté par un nouveau slogan, « l'école et la vie », la nouvelle réforme scolaire visait à résoudre le manque de main d'oeuvre manuelle en intégrant au cursus scolaire une période de trois ans de travail à la campagne ou dans une usine. Les privilégiés - sorte de bourgeoisie soviétique - refusaient que leurs enfants aillent travailler à l'usine; quant aux ouvriers, ils trouvaient déplacé cet « ouvriérisme » prôné par Khrouchtchev. Malgré tout, des contingents de jeunes partirent pour des « semi-vacances » vers les terres Vierge ou la Volga, et des ingénieurs allèrent se frotter à la réalité paysanne. Sorte de « Révolution culturelle » avant l'heure, la conséquence principale ce « l'école et la vie » fut de ruiner la crédibilité de Khrouchtchev auprès de l'intelligentsia conformiste.

Des dérapages économiques au mythe du communisme

Après le succès des années précédentes, en 1958, l'URSS entra dans une phase de difficulté - croissance et consommation en berne - et s'installa durablement dans la crise. Le problème central fut celui du respect des objectifs trop ambitieux fixés par le plan. Confrontés aux attentes du pouvoir, les bureaucrates régionaux développèrent des pratiques peu orthodoxes pour atteindre - ou souvent le faire croire - ces objectifs. Cette stratégie se révéla catastrophique à moyen terme. Par ailleurs, ces petits arrangements renforcèrent la culture du mensonge et de la dissimulation qui restera l'un des grands maux du système soviétique. Finalement, la course lancée par Khrouchtchev pour « rattraper puis dépasser les Etats-Unis » devint bientôt un sujet de plaisanterie parmi les Soviétiques.

Autre déconvenue, l'échec de la politique agricole volontariste de mise en valeur des terres vierges. Dans un premier temps, comme nous l'avons dit, ce fut un succès mais bientôt, l'usage de la monoculture, l'érosion éolienne firent chuter les rendements. A partir de 1963, l'URSS commença à importer de grandes quantités de céréales - notamment américaines - pour nourrir sa population. Cette dépendance dura jusqu'à la fin de la période soviétique.

Toutes ces difficultés entraînèrent une augmentation des prix provoquant un cortège de protestations violentes dans tout le pays sous la forme de meetings et de grèves. La réponse de l'Etat fut une répression contre les « éléments criminalo-hooligans étrangers à la classe ouvrière ». La libéralisation montrait ses limites.

De l'usage politique de la déstalinisation ou le XXIe congrès (1959)

C'est donc dans un contexte tendu qu'en 1959, le XXIe congrès fut organisé. Sa finalité était de valider le nouveau plan quinquennal avec toujours pour objectif de faire de l'URSS la première puissance du monde en 1965 !

Mais ce congrès fut aussi marqué par la formulation d'un nouveau mythe.

Khrouchtchev estimant que le stade du socialisme en URSS était achevé (!) proclama le temps de « l'édification interne de la société communiste » dont l'avènement fut fixé vers 1980. Cet optimisme se basait moins sur les résultats économiques que sur les grandes avancées technologiques de l'URSS illustrées par le lancement du premier *Sputnik* (octobre 1957) et la mise au point de missiles intercontinentaux.

Ce nouveau pari idéologique fut accompagné de quelques piqures de rappel comme :

- La réaffirmation de l'athéisme avec pour conséquence de nouvelles destructions et fermetures d'églises.
- L'instauration de brigades de *droujines* ou « volontaires » chargés de lutter contre les récalcitrants et d'éduquer la population. Déviants, parasites ou anticonformistes devaient être utiles à la société sous peine d'être déplacés dans les zones reculées de l'URSS : en 1961, 16 000 endurcis vont subir ce châtime !
- La question de la corruption qui semble avoir touché toutes les strates de l'organisation du pouvoir. Des républiques furent visées comme l'Azerbaïdjan ou l'Ouzbékistan. Mais les annonces sonores contre la corruption ne seront, comme avant, que du vent.

Le XXIIe congrès et ses conséquences

Les difficultés de Khrouchtchev réveillèrent les ardeurs de ses opposants, et l'intelligentsia sortit des rangs. Ainsi, l'écrivain [Ilia Ehrenbourg \(1891-1967\)](#) recevant le prix Lénine en 1961 en profita pour dénoncer le problème de l'antisémitisme en URSS ! Le poète [Eugueni Evtouchenko \(1932-2017\)](#) dédia un de ses poèmes aux victimes juives massacrées par les Allemands en Ukraine durant la guerre, un drame qui jamais n'avait été évoqué par les historiens soviétiques de la « Guerre patriotique. » Tout cela provoqua des débats dans la presse et chez les Soviétiques.

[Le XXIIe congrès](#) (1961) devait théoriquement permettre à Krouchtchev de reprendre la main. Parmi les décisions prises, il y eut celle du renouvellement régulier des cadres à tous les niveaux du système. Cette mesure était destinée à rajeunir une partie des cadres et à les empêcher de faire carrière dans un même service ou dans une même région : une façon de lutter contre le clientélisme et la corruption. Mais ces mesures eurent pour conséquence désastreuse de briser la bonne entente entre Khrouchtchev et les *apparatchiks* locaux - qui eux aussi n'avaient plus peur - attachés à leurs privilèges.

Une autre décision de Khrouchtchev durant ce congrès fut de condamner une seconde fois Staline mais cette fois pour les massacres de masse qui touchèrent tous les citoyens soviétiques et plus seulement les communistes comme en 1956 ! Cette seconde vague d'anti-stalinisme culmina avec la décision par le comité central de l' « expulsion » de la dépouille de Staline du mausolée de Lénine sur la Place rouge et le déboulonnage des statues du Guide. Puis, comme en 1956, le Congrès fit une synthèse pragmatique de tout cela, on ne parla plus de « crimes » mais de « fautes », puis le Parti ayant désormais tout dit sur cette période, on ferma définitivement la parenthèse. Il fallut attendre l'ouverture des archives soviétique au début des années 90 pour constater que le Parti n'avait pas tout dit sur cette période !

On l'aura compris, la dénonciation du stalinisme fut une béquille sur laquelle Khrouchtchev s'appuya afin de gêner ses adversaires. C'est aussi la raison pour laquelle il autorisa en 1962, la publication de [Une journée d'Ivan Denissovitch, d'Aleksandr Soljenitsyne \(1918-2008\)](#) : une grosse pierre jetée dans le jardin des conservateurs !

Cela ne fait pas pour autant de Khrouchtchev un progressiste sur le front culturel. Il était d'ailleurs peu apprécié de l'intelligentsia culturelle qui voyait en lui un dirigeant frustré et sans éducation. De son côté, sa manière de considérer l'artiste restait très stalinienne : l'inspiration de l'artiste doit être guidée par « l'esprit du Parti », car l'artiste a une fonction sociale et tout « formalisme » était dénigré !

En 1963, la parenthèse dite du « dégel » s'était en fait refermée sous la pression de celui même qui en avait permis l'avènement : Nikita Khrouchtchev.

F - Une politique extérieure trop volontariste ?

La politique extérieure de l'URSS passa entre 1958 et 1964 du chaud au froid, de l'assurance au doute.

Cette politique extérieure concerne avant tout la relation de l'URSS avec les pays occidentaux. La règle du jeu est toujours la « coexistence pacifique » mais elle se double désormais d'une prise de conscience par l'URSS de sa super-puissance. Cette assurance fut le résultat d'avancées technologiques de premier ordre depuis 1957 (maîtrise des missiles intercontinentaux, envoi des premiers satellites) qui lui permirent de passer quelques temps devant les USA. Cette domination lui donna aussi un prestige considérable dans le monde et peut expliquer en partie cette sorte d'ivresse de puissance qui motiva la politique du froid et du chaud de l'URSS.

Que peut-on ranger dans la liste du « chaud » ?

- Krouchtchev pose des ultimatums aux Occidentaux pour régler le dossier allemand. Sans quoi l'Allemagne ne sera pas réunifiée et à terme Berlin sera perdu pour les alliés.
- Il voyage aussi aux USA (1959) - première visite d'un dirigeant soviétique - une tournée bon enfant durant laquelle il promet aux Américains que dans 20 ans ils seront communistes !

Que peut-on ranger dans la liste du « froid » ?

- Une assurance torpillée par les échecs des différentes rencontres avec les Américains. Le dernier ultimatum de Khrouchtchev concernant la question de Berlin fut adressée au président Kennedy en 1961. Mais c'est un nouvel échec, suivi peu après par la construction du mur de Berlin (13 août 1961).
- Khrouchtchev décida d'installer à Cuba en 1962 des missiles menaçant directement les USA. S'ensuivit une des crises les plus graves de la Guerre froide. Après la découverte du projet soviético-cubain, les USA annoncèrent le blocus naval de Cuba et exigèrent le retrait des missiles. Face à la détermination américaine, Khrouchtchev recula en échange d'un engagement des USA à ne jamais envahir Cuba.

Echecs et conséquences

- Khrouchtchev sortit affaibli de cette épreuve, le camouflet essuyé par l'URSS fut mal ressenti par les conservateurs, ses jours à la tête du PCUS furent désormais comptés.
- Cette reculade fut aussi mal acceptée par la Chine de Mao pour lequel la politique de la « coexistence pacifique » était « une capitulation devant l'impérialisme. » L'affaire cubaine - qualifiée de « nouveau Munich » par les Chinois - précipita la rupture sino-soviétique. Des relations « normales » avec la Chine ne seront rétablies qu'en 1985 !
- Refroidissement avec la Roumanie.

Donc, en 1964 le camp socialiste était bel et bien divisé. La Chine, la Yougoslavie, la Roumanie étaient en désaccord avec l'autoritarisme ou la ligne politique suivie par Moscou. La politique de Khrouchtchev fut alors montrée du doigt.

La fin de Nikita Khrouchtchev

Le 15 octobre 1964, un bref communiqué publié dans la Pravda, annonce que : « *le Comité central a donné suite à la demande de N. Khrouchtchev d'être libéré de ses fonctions de premier secrétaire du CC, de membre du Présidium du CC et de président du Conseil des ministres de l'URSS, en raison de son âge avancé et de l'aggravation de son état de santé* ».

En fait, c'est bien à la suite d'un complot fomenté par ses collègues du Praesidium que Nikita Khrouchtchev fut évincé. Ses fonctions furent aussitôt attribuées à [Leonid Brejnev](#) au poste de premier secrétaire du Parti, et Andreï Kossyguine à la tête du gouvernement. Cette « mise en retraite » de Khrouchtchev fut accueillie en URSS dans l'indifférence la plus totale. En l'espace de quelques années l'intelligentsia progressiste comme les masses populaires avaient changé d'opinion sur son compte.

L'élément déterminant de sa chute fut l'hostilité d'une nomenklatura hier encore - sous Staline - soumise aux décisions arbitraires et violentes du Guide, mais installée désormais dans un système pacifié et jouissant de privilèges. La remise en question par Khrouchtchev de ce confort par des réformes promettant un renouvellement constant des cadres du système par des technocrates choisis les irrita. De plus, les reculades répétées de l'URSS devant la puissance américaine n'étaient plus acceptables.

Le départ de Khrouchtchev ouvrit une nouvelle période dans l'histoire de la Russie et de l'URSS souvent associée à la « stagnation », cette période prit fin en 1985.

II- Les années de la « stagnation » : 1965-1985

Cette période de deux décennies, coïncées entre la période dite du « dégel » et la perestroïka, fut qualifiée de période de la « stagnation », une dénomination dépréciative empruntée à Mikhaïl Gorbatchev et quelque peu réductrice. En effet, l'immobilisme ne saurait résumer ces deux décennies qui furent marquées par de grands changements dans la société soviétique.

Ces bouleversements furent la résultante d'un « divorce à la soviétique », soit une divergence entre les attentes de l'Etat-Parti et la société soviétique. Si le pouvoir ne cherchait plus à mobiliser les masses sur des projets mythiques se contentant de gérer vaille que vaille les affaires courantes, de son côté la société adhérait en façade au discours officiel tout en faisant sa vie ! Une sorte d'immobilisme consensuel domina dès lors la société soviétique.

A - Conservatisme politique et réforme économique

La nouvelle équipe

Après l'éviction de Khrouchtchev, les projets titanesques - comme de dépasser l'économie américaine - furent revus à la baisse : l'édification de la société communiste fut repoussée pour laisser place à des politiques économiques plus réalistes et ce jusqu'en 1985.

La nouvelle équipe dirigeante était composée de [Leonid Brejnev](#) (1906-1982), premier secrétaire du Comité central, [Alekseï Kossyguine](#) (1904-1980) (1902-1982), président du

Conseil des ministres, et **Mikhaïl Souslov** (1902-1982), membre du Praesidium et responsable de l'Idéologie. Une fois au pouvoir, ils favorisèrent une nouvelle promotion aux échelons intermédiaires d'une génération de cadres, mieux formés, enracinés localement et inamovibles. Une telle approche favorisa à nouveau le clientélisme, le carriérisme, pendant que l'engagement politique passait au second plan. De fait, dans les années 70, la société soviétique s'organisa de plus en plus en « cercles de familles et d'intérêts » (comme en Europe au XIXe), au point que l'on a pu parler de « féodalité soviétique.»

Sur le plan économique, une réforme fut présentée en 1965. Elle accordait plus d'autonomie aux entreprises tout en leur laissant une partie des bénéfices. Pour le secteur agricole, de lourds investissements, le relèvement des prix et l'assouplissement des règles dans les kolkhozes, l'instauration d'un salaire mensuel,...contribuèrent à son développement. Ainsi, malgré la persistance des lourdeurs liées à la planification, la réforme permit un réel redressement économique dans les années 60.

Mais au début des années 70, la collégialité se fissura, exposant le désaccord entre Brejnev et Kossyguine. Certes, les divergences n'avaient jamais cessé d'exister, mais elles s'étaient effacées devant la recherche du compromis, gage de stabilité. A la faveur des épreuves subies par l'URSS - Printemps de Prague en 1968 et organisation de la dissidence - le retour à la discipline et au patriotisme prôné par Brejnev et le choix de « sa doctrine » s'imposèrent.

- Le but affiché de la « doctrine » de Brejnev était de favoriser l'industrie lourde et le développement de la Sibérie afin de dégager des excédents d'énergie (gaz et pétrole) et de matières premières exportables et échangeables contre des technologies occidentales et ainsi augmenter la productivité. Cette stratégie cachait en vérité le refus du pouvoir de s'attaquer au problème de structure toujours au nom du compromis politique.
- La doctrine de Kossyguine défendait pour sa part l'industrie légère et la production de biens de consommations afin de stimuler la consommation des ménages.

L'avantage pris par Brejnev et les conservateurs se renforça tout au long des années 70. Elle s'accompagna de la montée en puissance des représentants des « fiefs » régionaux au sein du Politburo et du Secrétariat général qui servirent de courroie de transmission pour tous les jeunes cadres ambitieux du Parti qui cherchaient à percer. Ainsi, le jeune Mikhaïl Gorbatchev succéda en tant que premier secrétaire de la région de Stavropol à son mentor Fedor Koulakov, puissant apparatchik « monté » à Moscou et un temps perçu comme le successeur potentiel de Brejnev !

Autre allié de taille de Brejnev : l'armée. Etant donné le poids économique et politique du complexe militaro-industrielle en URSS cette alliance n'était pas surprenante. Brejnev entretenait d'ailleurs une grande proximité avec l'armée. En 1972, il prit le titre de « maréchal » bien que rien dans son maigre passé militaire ne justifia un tel honneur. Mais cette prise de l'uniforme par Brejnev, au-delà de la fantaisie, consacrait visuellement l'alliance entre les intérêts du Parti et ceux de l'armée.

L'échec de la politique économique de Brejnev

Globalement cette politique sera un échec, elle approfondira clairement à partir des années 70 la crise de la société soviétique marquée par une baisse continue de la

croissance dans un contexte de crise démographique et d'essor de l'urbanisation : l'industrie comme l'agriculture en pâtiront.

- L'agriculture ne progressa plus. Les raisons conjoncturelles jouèrent moins dans ce déclin que la rupture consommée du lien entre le pays et la terre, une conséquence de la collectivisation. Désormais, non seulement l'agriculture ne parvenait pas à nourrir le peuple mais en plus elle coûtait très cher à un Etat incapable d'enrayer l'exode rural et la « clochardisation » des campagnes.
- Cette régression frappa aussi l'industrie dont les maux furent : baisse de la productivité, démographie en berne, vieillissement de l'outil de travail, absence d'investissements productifs, hausse des dépenses militaires, mauvaise organisation du travail,...

Cette énumération des maux qui touchèrent l'économie soviétique, l'[Académie des sciences de l'URSS](#) l'avait diagnostiqué dès la fin des années 70. A ce titre le « Rapport Novossibirsk » mérite d'être cité. Il fut rédigé en 1983 dans le centre de recherches d'[Akademgorodok](#) (près de Novossibirsk) par un groupe de sociologues conduits par l'académicienne [Tatiana Zaslavskaïa](#) (1927-2013). Confidentiel, il fut pourtant publié en une du « Washington Post ».

Ce rapport identifiait l'origine de la crise du monde soviétique dans l'incapacité du système à assurer l'utilisation efficace du potentiel humain et intellectuel de la société et ce depuis les années 30 ! Or la société des années 70-80 était très différente de celle des années 30 : plus instruite, moins « militaire », plus urbanisée. Il fallait donc réformer, autoriser l'initiative privée dans une large mesure. Le secteur étatique devait lui aussi être réformé. En 1986, le nouveau chef du Parti Mikhaïl Gorbatchev reprendra à son compte une partie des idées fortes de ce rapport en lançant la « perestroïka ».

B - Les mutations sociales à l'ère de stagnation

Le rapport Novossibirsk constatait qu'en deux décennies - c'est-à-dire depuis la mort de Staline - la société s'était transformée en profondeur. Toutefois, l'Etat ne mesura pas l'importance de ces transformations, ne vit pas qu'un fossé de creusait entre lui et la société. Incapable d'évaluer la situation faute de bons indicateurs, le régime fut toujours à la traîne des attentes de la société et ce jusqu'en 1991.

Quelles furent ces transformations de la société soviétique :

- La chute de la démographie : elle toucha d'abord les populations slaves pendant que les populations musulmanes augmentaient sensiblement (16 % de la population de l'URSS en 1979). Cette évolution conduisit des observateurs à prédire dès les années 70 l'éclatement de l'Empire à venir. L'URSS éclata bien mais cependant pour d'autres raisons...
- L'urbanisation et développement de l'instruction : c'est l'autre grande mutation des années 60-70. En 20 ans le nombre de villes de plus de 1 millions d'habitants passa de 4 à 23 ! Et dans la même période plus de 35 millions personnes quittèrent les campagnes pour les villes. Cette société urbaine était composée désormais de « spécialistes » pragmatiques et dépolitisés formant une sorte d'intelligentsia « nouvelle formule » allant des techniciens administratifs aux artistes. Ces « spécialistes » se regroupèrent en réseaux, débattirent sur la société et créèrent les bases d'une véritable opinion publique, ce qui fut très nouveau en URSS.

- Société civile. Ces réseaux avaient des univers communs, partageaient la même culture et voulaient se faire entendre. C'est par la culture populaire que les premières manifestations d'une opinion publique spontanée se diffusèrent. A cet égard, le chanteur [Vladimir Vyssotsky](#) (1938-1980) est une bonne illustration de l'existence d'une culture non-conformiste visible qui parvint à toucher un public bien plus large que les seuls cercles de l'intelligentsia de Moscou ou de Leningrad. Plus qu'un phénomène isolé, Vissotsky témoignait de l'existence d'une véritable société civile.

De l'adhésion de façade à la contestation

En dépit de l'incapacité du pouvoir soviétique à mesurer l'ampleur des transformations de la société, il essaya de stimuler la participation de la société à la vie publique par l'intermédiaire du Parti. A ce titre, l'augmentation du nombre d'adhérent au PCUS durant l'ère Brejnev fut significative. Mais elle peut s'expliquer par le fait que l'adhésion au Parti fut désormais moins une profession de foi qu'un complément permettant de faciliter une carrière. La seule règle qui prévalait était que la critique du régime ne devait pas aller au delà de la cuisine des Soviétiques... On pouvait donc être communiste et servir le régime sans pour autant en partager les idées, faire passer ses intérêts individuels avant les intérêts collectifs ! Enfin, il faut rappeler qu'aucune promotion sociale ne pouvait se faire sans l'appartenance à un réseau, sans un parrainage au sein de la nomenklatura. Cette dernière, au gré du temps avait acquis une grande puissance, elle s'apparentait à une sorte de caste, avec ses privilégiés, ses règles, sa clientèle et la défense de ses intérêts. Une fois de plus le bât blesse au « Pays des Soviet » entre d'une part les appels du régime à la participation de la société civile à la vie publique et d'autre part le blocage de cet accès par les « privilégiés » de ce même régime. La démotivation, le laisser-aller dans le travail, la baisse de la productivité de la fin des années 70 sont l'illustration de ce dilemme. Désormais la dialectique du « eux » et du « nous » devint un lieu commun, et le « divorce à la soviétique » s'accrut.

Les formes de désaccord et de l'exclusion

Les premières formes de contestation dans la société des années 50-60 furent passives (mauvais esprit, absentéisme, voire vol de matériel), l'opposition frontale restant marginale. Mais avec le temps, une nouvelle forme de protestation émergea, moins liée à des groupes informels qui défiaient les lois qu'à des individus qui protestaient au contraire pour le respect des lois : ce furent les « dissidents ». La nouveauté de leur démarche les rendit plus difficile à contrer car ils ne niaient pas la légitimité du régime mais dénonçaient ses contradictions et ses mensonges. Ils agissaient à visage découvert, organisant des conférences de presse et invitant des journalistes - de préférence étrangers - pour faire le « buzz ». On notera que même si le pouvoir soviétique de ces années continuait à encenser Staline, l'existence même de la dissidence démontrait que le stalinisme comme pratique étatique était révolu.

De la dissidence

La dissidence, en URSS est associée à des images fortes comme l'expulsion en 1974 d'[Alexandre Soljenitsyne](#) d'URSS après la publication de *L'Archipel du Goulag*, de la pratique de l'internement en hôpital psychiatrique d'autres dissidents, ou encore l'action d'Andreï Sakharov et son exil forcé à Gorki (1980). Mais bien d'autres formes de dissidences existèrent : participation à des associations religieuses ou de défense du patrimoine culturel, écriture de textes impubliables ou encore du refus de faire carrière.

A la fin des années 60, se mit en place le « [Mouvement démocratique](#) » qui regroupait les trois mouvements de la dissidence :

- Le marxisme-léninisme authentique qui prônait un retour au léninisme et condamnait la « déviation stalinienne ».
- Le libéralisme occidentalise (Sakharov) aspirait à une démocratisation politique de l'URSS sur un modèle occidental.
- L'idée orthodoxe et slavophile (Soljenitsyne) mettait en avant comme base de la société les valeurs morales chrétiennes et réaffirmait la spécificité de la Russie.

Du point de vue des relations internationales, la dissidence devint une sorte de « variable d'ajustement » dans toutes les discussions entre les Occidentaux et l'URSS à partir du début des années 70. A la stratégie de menace d'une confrontation directe s'ajouta celle des droits de l'homme comme le montrèrent les [Accords d'Helsinki \(1973\)](#) qui empaquetèrent la sécurité en Europe, la coopération entre les Etats et les droits de l'homme. Ces dissidents furent aussi défendus par des organisations humanitaires étrangères ce qui entrava le champ d'action du KGB et protégea les opposants connus d'une trop grande violence de l'Etat.

Par contre, en URSS même, l'impact de la dissidence fut limité. L'absence d'expression libre et individuelle quant à une critique du pouvoir dans la société soviétique put en être une cause. Et puis, la dissidence faisait passer les droits de l'individu avant ceux de la collectivité. Pour une grande partie du corps social, la colère face aux problèmes de la vie quotidienne se manifestait sous des formes passives (faible productivité, laisser aller au travail, absentéisme,...) ou détournées (alcoolisme, grande mobilité) : pour tous ces gens, la stratégie des dissidents appartenait à une autre galaxie.

C - Politique internationale (1968-1979)

Au milieu des années 60, la diplomatie soviétique fut quelque peu en berne. La crise de Cuba avait été un camouflet et la course à l'espace, après des succès incontestables, était au point mort, la technologie soviétique n'étant pas capable alors d'envoyer un homme sur la lune ! Parallèlement, la montée en puissance des Etats-Unis était incontestable, elle leur permit de relancer la course aux armements à laquelle l'URSS opposa par réalisme l'idée de parité nucléaire.

Les difficultés de l'URSS furent :

- Sur le front européen, à l'Est, en 1968, le bloc soviétique fut confronté à la tentative du dirigeant communiste tchécoslovaque, [Alexandre Dubcek \(1921-1992\)](#), de libéraliser la politique et l'économie en lançant le slogan du « [socialisme à visage humain](#) ». De crainte de voir se reproduire l'insurrection de 1956 en Hongrie, le « [Printemps de Prague](#) » est dénoncé par Brejnev comme « antisoviétique ». Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie envahirent le pays ouvrant une large fracture entre Moscou et les populations des républiques satellites du Pacte de Varsovie.
- En Asie, la détérioration des relations avec [République de Chine](#) au point que les deux pays allèrent à l'affrontement sur la frontière extrême-orientale une partie de l'année 1969. A l'issue du cessez-le-feu, les relations furent rompues jusqu'à la perestroïka (1985-1991).

- La relation avec les Etats-Unis fut assouplie sans doute par volonté de contrer le rapprochement sino-américain (1971) et de prévenir toute formation d'un front antisoviétique. Ces objectifs conduisent donc à l'ouverture d'une nouvelle « détente ».

La « nouvelle détente » : URSS-USA

C'est à [Richard Nixon](#) (1913-1994) que revint le privilège d'inaugurer cette nouvelle relation en signant l'[accord SALT I](#) (1972) de limitation des arsenaux nucléaires. La détente permit aussi à l'URSS de contribuer aux accords signés entre le [Vietnam](#) et les USA (1973) qui mirent fin au conflit.

Mais le point culminant de cette politique de la « détente » fut la signature finale des [Accords d'Helsinki](#) (1975). Ce fut la reconnaissance des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale l'Union soviétique contre le respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales. Ces principes ne furent pas appliqués à la lettre, mais ils ouvrirent une brèche dans laquelle le mouvement de la dissidence put s'engouffrer pour justifier son opposition au régime.

Ainsi, au milieu des années 70, l'URSS avait retrouvé une sorte de parité diplomatique avec son rival américain et ce d'autant plus que la guerre du Vietnam et bientôt le scandale du Watergate avaient considérablement fragilisé la présidence américaine.

En 1979, la politique américaine se durcit à nouveau. A l'époque, sous la présidence de [Jimmy Carter](#) (1977-1981), la révolution islamique d'Iran prive les USA de leur principal allié. Les USA décident alors de soutenir les moudjahidines afghans en lutte contre le pouvoir communiste de Kaboul.

L'URSS, inquiète des répercussions sur les républiques d'Asie centrale qu'aurait pu avoir une chute de son allié afghan, s'engagea dans la [guerre en Afghanistan](#) (1979-1989). Ce conflit meurtrier marqua durablement la société soviétique et renforça à la fois le discrédit de Brejnev mais encore de l'armée. Après dix ans de présence les troupes soviétiques se retirèrent d'Afghanistan en 1989 au moment de la perestroïka.

Ainsi, les divergences entre les Occidentaux et l'URSS sur l'Afghanistan, la situation en Pologne, la question des Euromissiles...ruinèrent la détente engagée quelques années auparavant par Brejnev. Toutefois, elles n'empêchèrent pas la signature en février 1982 du contrat sur le [gazoduc eurosibérien](#) entre la France, l'Allemagne fédérale et l'URSS. Un accord qui engendra une crise majeure entre les Européens et les USA.

D - L'interrègne Andropov-Gromyko : 1982-1985

En 1982, après la mort de Leonid Brejnev, le nouvel homme fort de l'URSS fut [Youri Andropov](#) (1914-1984) avant que ne lui succède [Constantin Tchernenko](#) (1911-1985). Durant les trois années « Andropov-Tchernenko » aucun des problèmes intérieurs de l'URSS ne fut réglé. Sans doute, la brièveté de leur mandat ne leur laissa guère le temps d'engager de grandes réformes mais elle n'explique pas tout.

De Youri Andropov à Konstantin Tchernenko : les fantômes du Kremlin

L'accession au pouvoir de Youri Andropov (1914-1984) annonçait des changements de taille dans le système : moralisation du parti et réforme économique. Il n'en fut rien.

En 1982, les débats du Politburo portèrent, une fois encore, sur la lutte contre la corruption qui touchait la nomenklatura et la société, et la façon d'y remédier. Rapidement, les grands scandales impliquant de grands dignitaires de l'Etat soviétique

furent laissés de côté au profit d'une lutte contre les formes de corruption les plus ordinaires comme le travail au noir ou les petits trafics dont vivaient une partie des gens (les fameux « parasites »). Sous Khrouchtchev, l'Etat avait presque fermé les yeux sur ces pratiques car elles contribuaient à apaiser les tensions en répondant aux pénuries qui touchaient les Soviétiques. De plus, au regard de la corruption organisée au sein de l'appareil, cette économie apparaissait modeste. C'est pourtant elle qui sera combattue au nom du renforcement de la discipline, de l'efficacité de l'économie et de la productivité au travail. Et du bref passage de Youri Andropov au pouvoir c'est bien ce que les Soviétiques retiendront : un rappel à l'ordre et à la discipline passant par une surveillance accrue des travailleurs-citoyens.

La politique extérieure de 1982 à 1985

Sur le plan extérieur, l'arrivée au pouvoir d'Andropov fut marquée par une volonté de désamorcer l'escalade engagée avec les USA et les Européens sous Leonid Brejnev.

Le nouveau maître du Kremlin s'impliqua dans le règlement de la grande question des années 80 : les « euromissiles » et fit preuve d'ouverture.

Mais entre 1982 et 1983, deux propositions soviétiques aboutirent à deux échecs. C'est finalement en 1985 qu'une nouvelle négociation fut engagée sur fond de lancement du programme « guerre des étoiles » (IDS) par le président américain [Ronald Reagan](#) (1911-2004). Si les deux puissances aboutirent à un accord c'est parce que l'URSS, désormais à bout de souffle, n'avait plus les moyens technologiques et économiques de se mesurer aux USA !

Andropov ne resta que 15 mois à la tête de l'URSS. Après sa mort, le pouvoir revint au très orthodoxe [Konstantin Tchernenko](#) (1911-1985). Un choix qui provoqua le scepticisme à la fois des réformateurs et des orthodoxes. Ancien bras droit d'Andropov, Tchernenko arriva presque impotent au pouvoir et il passera la plus grande partie de son mandat à l'hôpital. C'est finalement l'un des poulains de Youri Andropov, [Mikhaïl Gorbatchev](#) (1931-), qui le secondera jusqu'à sa mort en 1985 avant de lui succéder.

III - L'URSS de 1985 à 1991 : de la perestroïka à la CEI

A - L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev

En 1985, l'arrivée au pouvoir en tant que premier secrétaire général du PCUS de Mikhaïl Gorbatchev correspond au dernier chapitre de l'histoire de la Russie soviétique. En six ans, le monde assista à une véritable révolution idéologique, politique, économique, sociale, à un complet bouleversement des structures étatiques de l'URSS, et à un revirement diplomatique étourdissant. La révolution de 1917 avait pris un coup de vieux.

Mais ces bouleversements débordèrent sur le monde entier. L'ordre mondial figé depuis 1945 autour d'une rivalité Est-Ouest était à redessiner.

Cette révolution par les réformes en URSS ne fut naturellement pas le fruit d'une génération spontanée. Comme on l'a dit, son contenu avait été discuté au sein de groupes de réflexions informels (Rapport Novossibirsk) avant d'être présenté au Parti dès 1983. Mikhaïl Gorbatchev et son équipe connaissaient parfaitement l'état critique du système soviétique. Pour cette nouvelle garde, l'objectif fut d'enrayer à tout prix le processus de déliquescence afin d'éviter la disparition pure et simple du projet socialiste soviétique.

Pour cela, il fallait ouvrir les yeux et :

- Accepter d'abandonner le « système administratif de commandement » mis en place dans les années 30 sous Staline.
- Changer le mode de régulation économique, libérer l'économie et la société des derniers avatars de la culture stalinienne, s'attaquer aux structures !

Après tant d'années d'immobilisme, furent donc sonnées les trompettes de la réforme totale : « il fallait tout changer pour que rien ne change. »

Dès le début, cet appel à la réforme partagea la société soviétique et le Parti entre opposants et enthousiastes. Il provoqua un formidable débat par la libération de la parole, un bouillonnement dans la société soviétique, des débordements, de la contestation et des tensions. Pour accompagner ce rapport inédit entre Etat et société, Gorbachev composa avec plus ou moins de succès pour dompter une mutation totalement nouvelle dans l'histoire de la Russie soviétique (et de la Russie tout court) : ce fut la [perestroïka](#).

Ce que signifie la « perestroïka » et la « Glasnost »

- **Perestroïka**, signifie « *reconstruction* », c'est le slogan que Gorbachev utilisa pour désigner les mesures qu'ils voulait entreprendre pour réformer le système soviétique et dont le premier acte visait à introduire les lois du marché en URSS et la libre entreprise.
- **Glasnost**, c'est-à-dire « *transparence* » est avant tout un mot d'ordre pour évoquer le passage de l'opacité à la lumière, un programme destiné à refonder l'union entre l'Etat et la société en ouvrant l'espace public à de nouveaux acteurs jusqu'ici privé de parole. La Glasnost affaiblit le Parti en le privant du monopole de la parole ainsi que tous les « conservateurs » qui siégeaient et considérés désormais comme des reliquats fossilisés du passé.

On peut donner quelques exemples des conséquences de cette libération de la parole et du nouvel intérêt de l'Etat pour « le facteur humain » dixit Gorbachev.

- L'adoucissement de la censure : multiplication des journaux, publication d'oeuvres interdites (« Le Docteur Jivago » de Pasternak ou encore « L'Archipel du Goulag » de Soljenitsyne).
- Droits de l'homme. Liberté d'association et création de l'association « [Memorial](#) » (1989) fondée par de simples citoyens pour honorer la mémoire des victimes de la répression stalinienne et défendre les droits de l'homme en URSS.
- Reconnaissance des désastres écologiques comme la catastrophe de [Tchernobyl](#) (1986) ou l'assèchement de la [mer d'Aral](#).
- Lutte musclée contre la toxicomanie et de l'alcoolisme.
- Traitement de la réinsertion des anciens combattants de la guerre d'Afghanistan (1979-1989).

Mais cette libération de la parole posa vite le problème de son expression politique donc la question du pluralisme politique.

La recherche du compromis

Sur le plan économique, la perestroïka ne fut pas une période d'épanouissement mais un désastre total. De 1985 à 1991, le niveau de vie des Soviétiques s'effondra, la croissance atteignit zéro en 1989 puis jusqu'à - 8% l'année suivante. Dans de telles conditions, l'adhésion des Soviétiques au discours sur la réforme n'eut pas lieu.

Cette réforme de fond de l'économie soviétique eut deux objectifs : le développement d'une autonomie des entreprises d'Etat et l'élargissement de la sphère d'initiative privée.

Mais il s'agissait bien d'une réforme et non d'une liquidation du système. De fait, durant six années, la perestroïka va naviguer dans une sorte de compromis entre le Marché et le Plan, entre la nécessité d'une efficacité économique et d'un assistantat social. L'objectif étant de retarder au maximum le chaos attendu que provoqueraient la réforme des prix et le dégraissage des effectifs pléthoriques des entreprises et des administrations d'Etat.

Au bout du compte, la perestroïka bouleversa l'organisation de l'économie planifiée sans pour autant définir clairement de nouvelles règles du jeu, ni proposer aux travailleurs de nouveaux horizons stimulants. Le résultat fut que la crise économique ne fut pas enrayerée mais qu'elle s'aggrava !

Par ailleurs, les réformes engagées et conduites souvent de manière velléitaire et irréfléchie provoquèrent des résistances à la fois dans la population et au niveau des appareils bureaucratique. Ainsi, la vision manichéenne du paysage politique de l'URSS sous Gorbachev donnant à croire que les « conservateurs » n'avaient pour unique but que de saper la politique d'ouverture de ce dernier est aujourd'hui nuancée.

La réforme constitutionnelle de 1988-1989

Rapidement, Gorbachev comprit qu'il ne pouvait pas compter sur le soutien de la vieille garde du Politburo. C'est pourquoi en l'espace de quelques années on assista à nouveau au renouvellement des cadres, à tous les niveaux de la hiérarchie. Les vieux apparatchiks furent poussés dehors et laissèrent leur place à une nouvelle génération de décideurs proches des idées de Mikhaïl Gorbachev. Mais les résistances perdurèrent chez bien des secrétaires régionaux attachés à leur contrôle sur les économies locales.

Finalement c'est par la voie de la légalité que Mikhaïl Gorbachev décida de régler ce problème, en instituant, entre 1988 et 1990, une grande réforme constitutionnelle qui permit :

- En 1989, mise en place du [Congrès des députés du peuple](#), le nouveau Parlement soviétique, dont les élus venaient d'horizons multiples et étaient élus par le vote des citoyens. Une sorte de contre-pouvoir destiné à limiter l'influence du Politburo par essence plutôt conservateur.
- En 1990. La création de la fonction de [président de l'URSS](#) avec des pouvoirs étendus et dont la légitimité devait reposer sur le vote populaire via les députés du Congrès du peuple.

On ne saurait sous-estimer l'importance du scrutin qui eut lieu en 1989 pour élire les députés du peuple au congrès. Ce fut une rupture claire avec toutes les pratiques antérieures et en cohérence avec les nouvelles libertés accordées : liberté de la presse et des médias, liberté de circulation à l'étranger, décriminalisation des opinions antisoviétiques,...

Cette rupture favorisa la création d'une multitude de comités de citoyens débattant des problèmes, première étape vers la création de partis politiques. C'est cependant en 1990 que la question du pluralisme politique sera tranchée lors d'un coup d'éclat pendant le dernier congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique. Ce jour là, [Boris Eltsine](#) (1931-2007), réformateur et opposant à Gorbachev, démissionna publiquement et avec

emphase du Parti pour créer son propre mouvement politique, faisant voler en éclat l'idée léniniste du monopole du parti unique !

B - La nouvelle politique extérieure de l'URSS

Une nouvelle approche

Les choix de la perestroïka furent encore plus radicaux dans la politique extérieure. La nouvelle diplomatie soviétique fut représentée par [Edouard Chevardnaze](#) (1928-2014), de 1985 à 1990. Il incarnait parfaitement cette nouvelle garde qui avait chassé l'ancienne, en l'occurrence [Andreï Gromyko](#) (1909-1989) inamovible chef de la diplomatie soviétique de 1957 à 1985 !

La nouvelle approche des relations avec les USA comme avec les Européens fut dès lors totalement renouvelée. Le dialogue Est-Ouest, brouillé à l'époque de Brejnev, fit désormais place à une nouvelle « détente ». L'enjeu intéréssé de cette stratégie était de permettre le redressement de l'URSS mais pour cela il fallait :

- Stopper la course aux armements et ainsi réduire la facture militaire
- Obtenir des crédits des Occidentaux

Rapidement, des accords furent signés entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, le dialogue reprit avec la Chine et la relation avec l'Europe fut totalement bouleversée.

- 1989, démantèlement des missiles nucléaires de moyenne portée.
- 1986, retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan (1986-1989).
- Rapprochement sino-soviétique et visite officielle de Gorbatchev en 1989 (en plein événement de la place Tian'anmen).
- 1989, chute du mur de Berlin et mouvement de libération des états satellites d'Europe centrale.
- 1990 Réunification allemande avec l'accord de l'URSS. Nul doute que la question de la réunification de l'Allemagne, accordée en 1990, n'aurait pu avoir lieu sans l'accord de Gorbatchev.

L'implosion de l'URSS

Mikhaïl Gorbatchev reçut le prix Nobel de la Paix en 1990 et une véritable « gorbymania » se développa dans les pays occidentaux, faisant du couple Gorbatchev la coqueluche des médias.

Cette popularité contrastait vivement avec son impopularité en URSS. La perestroïka de Gorbatchev était jugée à l'aune de la dégradation de la situation économique et sociale qu'elle avait provoqué : inflation galopante, plongée du rouble, désorganisation de la production,... Cet effondrement en direct amplifiait chaque jour davantage la crise sociale : grèves, disparition de l'épargne, fin de la sécurité de l'emploi, paupérisation,... Pour bien des Soviétiques, Gorbatchev était - et reste - le fossoyeur de l'URSS.

Ses adversaires sauront surfer sur son discrédit et en particulier [Boris Eltsine](#) (1931-2007) qui après avoir claqué la porte du PCUS, fonda en 1990 le parti « [Russie Démocratique](#) », un regroupement d'une cinquantaine de groupes libéraux opposés à Gorbatchev.

Toujours en 1990, alors que le pouvoir chancelait, les nationalités commencèrent à donner de la voix. Des républiques proclamèrent leur souveraineté pendant que d'autres se déclarent indépendantes (Lettonie, Lituanie et Estonie et Géorgie).

Pour désamorcer une crise qui conduisait tout droit vers l'implosion de l'URSS, Moscou proposa à l'ensemble des républiques - 15 en tout - un nouveau traité d'union : « [l'Union des Républiques Soviétiques Souveraines](#) » !

Mais Gorbachev était de plus en plus isolé. Il avait été lâché par une partie des réformateurs et chaque jour la pression conduite par Boris Eltsine était plus forte. Affaibli, il fut aussi désavoué lors du referendum portant sur l'avenir de l'Union proposé l'année précédente : 6 républiques ignorèrent le scrutin et les 9 autres l'organisèrent à leur convenance...

La roue avait tourné et en 1990, Mikhaïl Gorbachev appartenait déjà au passé. Ce fut désormais vers le décomplexé Boris Eltsine que se tournèrent les regards. Sa proposition d'élire le président de la Russie au suffrage universel fit mouche : [12 juin 1991](#), il fut élu confortablement premier président de l'histoire de la Russie.

Quelques jours plus tard, Mikhaïl Gorbachev, déjà politiquement affaibli, présentait son nouveau « Traité de l'Union » dans lequel une large souveraineté était accordée aux républiques. Un traité rejeté par les conservateurs qui en un ultime sursaut et avec l'appui des militaires décidèrent le [19 août 1991](#) de s'emparer du pouvoir afin de sauver l'URSS de la désagrégation.

Gorbachev étant en Crimée, c'est à Boris Eltsine que revint le privilège de briller durant les 48 heures de cet étrange putsch. Il réussit à mobiliser les Moscovites, à se faire obéir des forces armées et à mettre en déroute les putschistes. Puis, il interdit le parti communiste sur le territoire de la Russie.

L'épilogue des événements de l'année 1991 fut l'accélération de la désagrégation de l'Union. A partir de la fin du mois d'août et jusqu'en décembre, huit des quinze républiques proclamèrent leur indépendance. Le [8 décembre 1991](#), à l'issue d'une réunion entre les présidents de la [Russie \(Eltsine\)](#), de la [Biélorussie](#) et de l'[Ukraine](#) le monde prit acte de la disparition de l'Union soviétique et de la naissance de la [CEI](#) (Communauté des Etats Indépendants) ouverte à tous les Etats de l'ex-URSS. Avec la disparition de l'URSS, Gorbachev était devenu le président d'une fédération qui n'existait plus, il décida donc de démissionner de son poste de Président de l'URSS !

En conclusion

Les années Krouchtchev ou période du « dégel » sont à la fois celles de la sortie du totalitarisme - dépenalisation des relations sociales, fin des répressions de masse - et celles des dernières grandes mobilisations idéologiques au nom d'un retour au léninisme pour la « construction du communisme ».

L'échec final de cette politique, sanctionné par la destitution de Khrouchtchev (1964), laissera place avec son successeur Léonid Brejnev (1964-1982) à une gestion du quotidien et au maintien d'un équilibre politique, social, économique et idéologique conduisant à l'immobilisme.

En même temps, l'augmentation du niveau d'instruction de la population rendit inefficace le contrôle de la société au moyen de la répression ou de la censure ! En 20 ans, la société avait changé et la disparition de la terreur avait engendré l'émergence d'une contestation s'appuyant sur le droit, l'accès plus facile aux biens de consommation changeait les habitudes, et un début de libération de la parole avait permis de créer une contre-culture et l'émergence d'une société civile. L'erreur de l'Etat-Parti fut de ne pas voir ou du moins de sous-estimer ces mutations.

Plus tard, la perestroïka voulue par Mikhaïl Gorbachev (1985-1991) fut la conséquence d'une prise de conscience de l'impasse du « socialisme réel » que l'on voulut surmonter

par le haut en libérant l'économie et la société d'un carcan idéologique datant des années 30. Mais le bouleversement se fit en demi-teinte dans la mesure où l'on voulait aussi conserver les « valeurs » du socialisme ! Contradiction donc, une fois de plus, mais qui cette fois déclenchera des résistances et des débordements incontrôlables et conduira à court terme à l'implosion du système.

IV - De Eltsine à Poutine et la nouvelle Russie

La faillite du système qui avait, depuis sept décennies, soudé l'ex-Empire russe en une URSS est porteuse d'une multitude de problèmes. Parmi ceux-ci, les plus importants allaient être les difficultés engendrées par une modernisation inachevée et par une démocratisation – encore bien incomplète et fragile – des institutions.

A - La Fédération de Russie sous Boris Eltsine (1991-1999)

La dissolution de l'URSS donna donc naissance à la [Fédération de Russie](#) (FDR), qui hérita des trois-quarts du territoire de l'ancienne URSS, de la moitié de sa population et des deux tiers de son industrie. En 1991, la FDR, avec l'accord des anciennes républiques, reçut le siège permanent de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU.

En tant que premier président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine dut faire face à un pays en faillite. Sur le plan économique, il fit le choix du modèle libéral, d'une économie de marché, matérialisé par la privatisation des biens nationaux et des terres dans des conditions souvent opaques. En 1992, cette « [thérapie de choc](#) » conduisit le Parlement russe à s'opposer aux réformes de Boris Eltsine. L'année suivante, le président russe prononça - en violant la Constitution - la dissolution du Parlement. Retranchés dans l'enceinte de l'assemblée (la « Maison blanche » à Moscou) les députés récalcitrants en furent délogés « à la baïonnette » (au moins 160 morts). La rupture institutionnelle avec le passé soviétique fut désormais claire. Elle entraîna la rédaction d'une nouvelle Constitution adoptée par référendum. En 1996, Boris Eltsine gagna frauduleusement les nouvelles élections contre [Guennadi Ziouganov \(1944-\)](#) le candidat du parti communiste et ce grâce à l'aide financière décisive d'un groupe d'oligarques.

La politique extérieure

La politique extérieure de la Russie durant les années Eltsine fut d'abord dominée par un rapprochement avec les Etats-Unis qui permit en 1993, d'aboutir à la signature avec [George H.W Bush](#) (1924-2018) des [Accords Start II](#) portant sur la réduction des armes nucléaires stratégiques des deux puissances. On notera que durant toute sa présidence, Boris Eltsine fut soutenu par les Etats-Unis de Bush à Clinton.

La première guerre de Tchétchénie (1994-1996)

Après la dissolution de l'URSS en 1994, la république de Tchétchénie proclama son indépendance et refusa de rejoindre la CEI. Après quelques tentatives de déstabilisation de la Tchétchénie infructueuses, Boris Eltsine décida d'une offensive armée en 1994 : la première guerre de Tchétchénie débuta alors.

Convaincus de leur supériorité, les Russes durent déchanter devant la forte résistance des Tchétchènes. La guerre se transforma rapidement en un échec militaire et humanitaire pour Moscou. En 1996, la Russie négocia un cessez-le-feu en échange du retrait de ses troupes, puis un traité de paix en 1997. Toutefois, elle allait prendre sa revanche trois ans plus tard ! Motivé par un calcul politique de Boris Eltsine consistant à

vouloir prouver aux Russes la puissance de leur pays pour tirer un avantage personnel, la guerre de Tchétchénie fit chuter la popularité de Eltsine au point qu'à la veille des élections de 1996, il était crédité de 10 % des voix. Pourtant, il gagna avec plus de 54 % des suffrages, on notera que Mikhaïl Gorbachev qui participa lui aussi au scrutin ne recueillit que 0,53 % des suffrages...

Fin de règne

Le désordre économique et politique sous Eltsine se prolongea jusqu'en 1998 date à laquelle le système financier russe s'effondra ruinant une grande partie de la population. Deux ans après la fin de la guerre en Tchétchénie, des attentats meurtriers endeuillèrent plusieurs villes en Russie dont Moscou faisaient près de 300 victimes. Les dirigeants tchétchènes furent montrés du doigt et le 1er octobre 1999, l'armée russe intervint une nouvelle fois dans la république séparatiste.

C'est dans ce contexte délétère que Boris Eltsine annonça son retrait de la politique à la télévision russe le 31 décembre 1999. Il fit son mea culpa, s'excusa de ses erreurs et s'effaça définitivement au profit de son successeur désigné [Vladimir Poutine](#).

B - Vers une Russie forte ? Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie

Vladimir Poutine au pouvoir

Le deuxième président de la Fédération de Russie, [Vladimir Poutine](#) (1952-) est élu en mars 2000 après avoir été le dernier premier ministre de Boris Eltsine. C'est lui qui engagea l'armée russe dans la [seconde guerre de Tchétchénie](#) en août 1999 et qui s'acheva en février 2000 avec la prise de la capitale Grozny. Cette guerre qui mobilisa 140 000 hommes du côté russe fut d'une grande violence. Elle permit le rétablissement de l'autorité de Moscou dans la totalité de la république séparatiste bien que des combats sporadiques se poursuivirent jusqu'en 2009.

Après le règlement du conflit Tchétchène, le second objectif de Poutine fut de rétablir le fonctionnement de l'Etat et de l'économie par le biais d'un régime présidentiel fort. Bénéficiant d'un contexte économique favorable lié à l'envolée du prix des hydrocarbures, première ressource à l'exportation du pays, il lança des réformes structurelles visant entre autre à rétablir la « verticale du pouvoir » et pour se faire, dans les années 2000, il mit au pas les oligarques les plus influents de l'ère Eltsine. Parmi eux, [Boris Berezovski](#) (1946-2013) et [Mikhaïl Khodorkovski](#) (1963-) furent directement visés, le premier quitta la Russie pour le Royaume-Uni, pendant que le second fut arrêté et emprisonné. Cette mise à l'écart permit d'asseoir les positions du clan présidentiel dans les médias et le secteur énergétique.

A l'issue de son second mandat en 2008, la Constitution ne lui permettant pas de se représenter, il devint le premier ministre du nouveau président de la Fédération de Russie [Dmitri Medvedev](#) (1965-), lui-même ancien premier ministre de Vladimir Poutine. En 2012, Vladimir Poutine put se représenter avec succès pour un nouveau mandat présidentiel de 6 ans (une bienheureuse réforme constitutionnelle ayant fait passer entre temps le mandat de 4 à 6 ans). Il est réélu pour un second mandat en 2018.

La politique extérieure de Vladimir Poutine

Tout au long des différents mandats de Vladimir Poutine, la Russie prit toujours plus de poids dans les affaires internationales.

Dans un premier temps, la politique extérieure de l'administration Poutine marcha dans les traces laissées par Eltsine, notamment dans ses bonnes relations avec l'UE et les USA. On rappellera que la Russie proposa à l'UE la création d'un marché économique unique et même l'entrée de la Russie dans l'OTAN aux USA. Deux propositions déclinées. Mais c'est surtout avec les événements du **11 septembre 2001** que ce rapprochement sera conforté sur fond de lutte contre le terrorisme (dans le Caucase pour la Russie). Toutefois, des divergences firent leur apparitions dès lors que les USA commencèrent à empiéter sur la zone d'influence de la Russie, dans le Caucase (Géorgie), en Asie centrale ou en Ukraine. Dès lors, les USA ne furent plus qualifiés de « partenaire stratégique », mais plutôt de menace, relançant une concurrence géopolitique musclée avec un parfum de « Guerre froide ».

Avec l'Union européenne, les relations excellentes au départ, virèrent à la crispation.

Du côté russe l'inquiétude monta devant :

- La poursuite de **l'élargissement de l'UE** à l'Est : en 2004, huit pays post-soviétiques rejoignent l'UE.
- Les « **révolutions de couleur** » (Géorgie, Ukraine) que la Russie ne comprend pas comme des processus spontanés mais comme des processus subversifs, énervés par les Occidentaux, et destinés à terme à fragiliser le régime poutinien et comparses. Ces inquiétudes conduisirent à **l'intervention russe en Géorgie** en 2008, au soutien au parti des pro-russes dans le conflit ukrainien et à **l'annexion de la Crimée** (2014).

Du côté européen l'inquiétude monta devant :

- La montée de l'autoritarisme en Russie et d'un régime s'éloignant de plus en plus de l'« occidentalisme » défendu par Gorbachev puis Eltsine.
- L'inquiétude liée à la grande dépendance énergétique (gaz et pétrole) de l'UE vis à vis de la Russie et la tendance de cette dernière à se servir des fournitures d'énergie comme d'un levier politique.
- L'annexion de la Crimée (mars 2014) et le conflit en Ukraine (Guerre du Donbass depuis 2014).

Epilogue

En l'espace d'une vingtaine d'années, les relations de la Russie avec les USA et l'UE se sont dégradées. Le projet idéaliste de la « maison commune européenne » défendu autrefois par Mikhaïl Gorbachev et fondé sur des valeurs et des principes partagés n'est plus d'actualité. Pour certains, le conservatisme qui s'est développé en Russie, avec son « anti-occidentalisme » depuis les années 2000 serait à lire comme une réaction à la perestroïka. Ce qui est clair, c'est qu'il ranime les vieux thèmes de l'Occident décadent et à un modèle libéral-démocratique oppose une voie singulière et eurasienne défendue par le pouvoir russe actuel.